



## Médailles et anonymat

Les Jeux de la Francophonie, créés en 1987 et dont la 6<sup>e</sup> édition s'est déroulée du 27 septembre au 6 octobre, n'ont toujours pas réussi à conquérir le cœur des Suisses, c'est le moins que l'on puisse dire. Les vingt sélectionnés helvétiques ont mis le cap sur le Liban dans l'anonymat le plus complet. A Beyrouth, ils se sont fondus dans la masse des quelque 3000 participants provenant d'une cinquantaine de pays. Heureusement, nos sportifs et nos artistes ont multiplié les exploits, récoltant sept médailles, une moisson unique dans l'histoire de ces joutes. De l'or pour le chanteur Nicolas Fraissinet, de l'argent pour la sauteuse Beatrix Lundmark, les équipes féminine et masculine de volley de sable, du bronze pour la paire de pongistes Rachel Moret et Nicolas Mohler, le sauteur Julien Fivaz et encore Nicola Mohler en individuel. Il a fallu que nos compatriotes connaissent les honneurs du podium pour que leurs exploits apparaissent en quelques lignes dans la presse... et que l'on connaisse en Suisse l'existence des Jeux de la Francophonie et la présence helvétique.

A croire que pour les associations sportives suisses et le comité culturel national qui procèdent aux sélections ainsi que pour le Service de la francophonie du Département fédéral des affaires étrangères qui assume la responsabilité de la participation helvétique, les Jeux de la Francophonie sont frappés du sceau du sujet tabou. Un silence qui est d'autant plus regrettable que la manifestation en elle-même se veut être une vitrine pour l'art et le sport où la performance côtoie les valeurs universelles de la Francophonie: renforcement de la paix, solidarité, développement durable, diversité linguistique et culturelle.

Disons haut et fort que les Jeux de la Francophonie, lieu d'expression et de rassemblement, représentent pour la jeunesse une véritable aventure humaine où les rencontres, les échanges et les découvertes ouvrent de nouveaux horizons. Donnons la visibilité qu'ils méritent à ces Jeux et aux valeurs qu'ils véhiculent.

Jean-Pierre Molliet



# Alouette

Association suisse des journalistes de langue française

[www.francophonie.ch](http://www.francophonie.ch)

José Ribeaud lève le voile sur le contenu de son prochain livre

## La Suisse plurilingue se déglingue

José Ribeaud a choisi le «Café francophone», organisé par l'Association Défense du français, qui a eu lieu le 29 septembre dernier à Fribourg, pour présenter en avant-première ses réflexions sur la place des langues dans notre pays. L'ex-journaliste de la TSR et ancien rédacteur en chef de *La Liberté* a choisi un titre choc pour son ouvrage qui sortira de presse en fin d'année: *La Suisse plurilingue se déglingue*. Il s'explique:

«La Suisse a l'énorme chance d'appartenir aux trois langues et trois cultures qui ont fait l'Europe. A l'origine de cette Europe pacifiée et unifiée, on retrouve l'allemand, le français et l'italien. Nous, Helvètes, bénéficions d'une richesse extraordinaire mais que nous n'exploitons pas parce

que nous ne communiquons pas suffisamment dans ces trois langues-là.»

Et l'auteur de préciser son constat: «Les Alémaniques se replient de plus en plus dans leurs dialectes - je précise au pluriel - qu'ils dénaturent, car farcis de mots anglais. La TV et les radios locales véhiculent le schwyzerdütsch qui se parle à l'école, au travail et en famille. On ne peut exiger des Romands, qui éprouvent déjà tellement de difficultés à apprendre le bon allemand, qu'ils apprennent encore le dialecte.» Et de poursuivre son raisonnement issu d'exemples vécus: «On voudrait nous imposer l'anglais pour communiquer entre nous, les Suisses.» D'où le danger qu'il dénonce: «Ces schémas nous conduisent vers la perte de notre identité dès l'instant où nous ne pouvons

plus parler dans notre langue pour être compris par l'autre.»

### Pavé dans la mare

José Ribeaud se dit conscient de lancer un pavé dans la mare. Par sa démarche, il souhaite tirer la sonnette d'alarme: «La loi sur les langues a été adoptée il y a deux ans grâce à l'intervention de parlementaires romands, contre la volonté des Alémaniques et du Conseil fédéral. Il convient de la mettre en pratique dans les plus brefs délais.» Il lance un large débat pour sensibiliser l'opinion et, selon lui, il y a urgence: «Nos trois langues nationales sont tellement importantes pour notre histoire, notre avenir. Nous ne pouvons les négliger pour privilégier des dialectes alémaniques et l'anglais.»

Le journaliste-écrivain met en évidence la différence de conception des deux côtés de la Sarine: «En Suisse romande, on apprend l'allemand dans toutes les écoles dès la 3<sup>e</sup> année primaire. Dans la Suisse centrale et orientale, on privilégie l'anglais. Qui est enseigné en 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> année primaire alors que le français figure dans les programmes en 5<sup>e</sup>, voire en 7<sup>e</sup> comme en Appenzell. Dans les Grisons, le français n'est plus du tout enseigné.» Pour José Ribeaud, l'anglais doit être appris par les élèves, mais après les langues nationales.

Dans son ouvrage, il met le doigt sur les nombreux dérapages constatés. Comme par exemple le fait qu'à Zurich, il n'existe aucun lycée qui offre la possibilité d'une maturité bilingue allemand-français. Vingt-deux écoles cantonales font figurer la maturité bilingue allemand-anglais dans leur programme.

Propos recueillis par Jean-Pierre Molliet



José Ribeaud désire sensibiliser l'opinion sur l'importance de nos langues nationales. (Photo Molliet)

# La chancelière de la Confédération invitée des Rencontres de Neuchâtel

## Projets et réalisations

Notre initiative, les groupements associés à la Francophonie se retrouvent une fois l'an au château de Neuchâtel. La 6<sup>e</sup> édition accueille, le 24 octobre prochain, M<sup>me</sup> Corina Casanova, chancelière de la Confédération, la 8<sup>e</sup> conseillère fédérale et surtout la gardienne de nos langues nationales. Son exposé est consacré à la notion du plurilinguisme en Suisse et du fossé qui sépare l'aspect constitutionnel de la réalité quotidienne. D'ailleurs, les débats pour la succession de Pascal Couchepin en ont montré les limites!

### D'un observatoire romand...

La discussion devrait normalement déboucher sur les autres chantiers ouverts ces dernières années. Lors de la Rencontre qui a eu lieu en 2008, les participants avaient longuement débattu de la progression de l'anglais dans la plupart de nos universités

mais aussi de nos hautes écoles, ainsi que dans l'examen des projets soumis au Fonds national de la recherche scientifique. Marinette Matthey, linguiste, développait en toute première page d'*Alouette* de juin l'idée de la création d'un observatoire romand qui serait destiné à évaluer de manière très approfondie l'utilisation de l'anglais dans les programmes de cours mais aussi à en surveiller l'évolution.

Cette tâche serait tout naturellement dévolue à la Délégation à la langue française venant de la Conférence intercantonale de l'Instruction publique de tous les cantons romands et du Tessin et aussi au délégué à l'Institut du plurilinguisme, à Fribourg.

### ... au Forum interparlementaire romand

Les gouvernements et les parlements cantonaux ont aussi à se préoccuper de l'usage toujours croissant d'un anglais

simplifié dans les affaires publiques. Les projets de loi soumis aux députés dans les cantons du Jura et de Genève pourraient servir de modèle. La Rencontre de Neuchâtel 2009 s'adressera à nouveau au FIR (Forum interparlementaire romand) pour demander avec vigueur des interventions auprès des organes exécutifs et législatifs de nos régions.

### Une idée qui fait son chemin

L'idée de ces rencontres annuelles date de 2004. Nous avons constaté qu'une vingtaine d'associations et d'institutions liées à la Francophonie œuvraient sans se connaître: parlementaires francophones, journalistes francophones, Délégation à la langue française, Agence universitaire de la francophonie, professeurs de français... Le but consistait à faire connaissance et à s'échanger des informations. Cette première rencontre avait débou-

ché sur l'envoi d'une lettre au Conseil fédéral pour souhaiter la création d'un organe «officiel» qui recense les dérapages les plus graves et puisse émettre des propositions. La réponse de Pascal Couchepin fut extrêmement décevante!

Les années suivantes permirent:  
- l'adoption d'une charte offrant ainsi une plate-forme d'échanges sur le site [www.francophonie.ch](http://www.francophonie.ch)

- de débattre de l'enseignement du français à l'école afin qu'il réponde aux besoins de la vie professionnelle  
- de rechercher des outils pour défendre notre langue contre les anglicismes et la montée de l'anglais.

Avec le temps, ce rendez-vous annuel a trouvé sa place. Il permet des actions concertées et de montrer un front commun face au «tout à l'anglais». Et réjouissons-nous, car Jean-Pierre Molliet, grâce à un lourd travail de coordination, assure la pérennité des Rencontres de Neuchâtel.

*Daniel Favre, président*

## La PEC salue l'adoption d'une résolution du Conseil des droits de l'homme sur la liberté d'expression

# Plus de 70 journalistes tués

La Presse Emblème Campagne (PEC) dénonce et condamne la poursuite des assassinats visant des journalistes à travers le monde. En neuf mois, depuis janvier, 72 journalistes ont été tués dans 22 pays, une légère augmentation par rapport à l'an dernier.

La présidente de la PEC, Hedayat Abdel Nabi, s'est en même temps félicitée de l'adoption d'une résolution sur la liberté d'expression au Conseil des droits de l'homme, parrainée par les Etats-Unis et l'Egypte, réaffirmant en particulier la nécessité d'un accès libre et sans entraves des journalistes aux zones de conflit.

La résolution appelle notamment «toutes les parties confrontées à un conflit armé à respecter le droit international humanitaire, y compris leurs obligations en vertu des Conventions de Genève du 12 août 1949 et, quand ils sont applicables, les protocoles additionnels du 8 juin 1977, dont les dispositions étendent leur protection aux journalistes dans des situations de conflit armé, et à permettre, dans le cadre des règles et procédures applicables, l'accès des médias et la couverture par les médias, de manière appropriée, dans les situations de conflit armé international et non international.»

Hedayat Abdel Nabi a souligné que l'adoption de cette résolution importante est un pas concret pour surmonter le fossé entre le Nord et le Sud et débloquent les débats sur la liberté d'expression au Conseil. Le texte est complet, répond à de nombreux problèmes rencontrés par les

journalistes et diffère à cet égard de précédentes résolutions sans contenu, a-t-elle souligné.

La PEC, tout en exprimant sa satisfaction, demande au Conseil des droits de l'homme de passer des discours aux actes. Elle propose d'organiser une réunion-débat sur la protection des journalistes dans les zones de conflit.

«Un large débat sur cette question essentielle devrait avoir lieu en 2010», a déclaré la présidente de la PEC.

### Mexique et Pakistan, pays les plus dangereux

Le secrétaire général de la PEC, Blaise Lempen, a souligné que l'accès des médias aux zones de conflit est resté très difficile ces derniers mois au Pakistan, en Afghanistan, au Yémen, à Gaza, au Sri Lanka, en RDC et en Russie dans le Caucase.

Il a déploré la détérioration marquée de la situation au Honduras et condamné comme un développement très inquiétant l'assassinat du journaliste Christian Poveda, au Salvador.

Le Mexique est le pays le plus dangereux pour les journalistes, avec 9 victimes depuis le début de l'année, devant le Pakistan (8 tués), indique la PEC. Les Philippines sont au troisième rang (7 journalistes tués), devant la Somalie (6 tués) et la Russie (6 tués). La moitié des victimes (36) ont été recensées dans ces cinq pays seulement, a observé Blaise Lempen. «Il faut faire respecter en priorité le

droit à l'information dans ces pays», a-t-il demandé. L'Irak suit dans la liste avec 5 victimes depuis janvier, devant Gaza (4 tués lors de l'offensive israélienne), le Honduras (4), la Colombie (4) et l'Afghanistan (3).

Deux journalistes ont été tués dans

chacun des pays suivants: Sri Lanka, Népal, Guatemala et Venezuela. Un journaliste a été tué également en Inde, en Indonésie, à Madagascar, au Kenya, en République démocratique du Congo, au Salvador, au Nigeria et au Kirghizistan. (PEC).

## Dan Moussa en visite à Lausanne

Le président de l'Union de la presse francophone, Dan Moussa, a rendu visite à notre association le 26 septembre dernier. En compagnie du secrétaire général Georges Gros et du journaliste ivoirien Ibrahim Kone, il a lancé quelques pistes sur les activités futures. «On s'achemine vers les 60 ans de l'UPF. Il est temps de numériser le fonds documentaire de notre association, constitué des journaux et livres francophones, mémoires et thèses sur la presse francophone. Ces documents doivent être rendus accessibles au plus grand nombre. Autre idée: une dictée francophone qui serait relayée par les rédactions des différents pays. Nous avons également en projet la réalisation d'une émission axée sur la promotion de la langue française et les valeurs de la Francophonie. Emission qui sera mise à la disposition des TV francophones. Notre objectif est ainsi de cumuler des activités entre nos assises annuelles.» (JPM)



Réunion «au sommet» à Lausanne avec de g. à dr.: Georges Gros, Daniel Favre, Dan Moussa et Ibrahim Kone. (Photo Molliet)

## Les buts d'Helvetia Latina

Dominique de Buman, conseiller national, est le nouveau président d'Helvetia Latina. Dans le cadre d'une réunion présidée par Daniel Favre, il a présenté l'institution qu'il dirige devant les membres de l'Association Défense du français.

Helvetia Latina a pour mission de défendre les langues et cultures latines au sein de la Berne fédérale. Elle veille que l'administration et les régies fédérales garantissent une représentation équitable des agents romanches, italo-phones et francophones. Elle promeut l'usage de la langue allemande («Hochdeutsch»). Créée en 1980, Helvetia Latina s'est enrichie d'un Observatoire des langues qui fournit régulièrement des statistiques à l'appui de ses revendications. «Les Latins sont encore sous-représentés à la Confédération, particulièrement au niveau des cadres (chefs d'office, secrétaires généraux) qui participent activement à la formation de la volonté politique contenue dans les principaux actes de l'administration», relève-t-il. «Dans

certains départements, il n'y a tout simplement pas de représentation latine.» Pour Dominique de Buman, «c'est maintenant le Programme de recherche national 56 qui devrait forger des éléments scientifiques d'une authentique politique linguistique de la Confédération dont le support juridique est la Loi sur les langues adoptée par le Parlement contre l'avis d'un gouvernement frileux.» Ses propos ont le mérite d'être clairs: «Il revient à notre pays et à ses autorités le rôle de favoriser d'abord et avant tout les 4 langues nationales, parmi lesquelles trois ont même pignon sur l'Europe. Et plutôt que d'attribuer un statut semi-officiel et ambigu à l'anglais, battons-nous ensemble pour que les allocations nécessaires à la vie et à l'épanouissement des langues nationales soient enfin décidées et soutenues par le Conseil fédéral. Car il y a un manque effrayant de respect et de considération pour l'intérêt de la diversité culturelle du pays au niveau de l'Exécutif.»

Jean-Pierre Molliet



Dominique de Buman, nouveau président d'Helvetia Latina. (Photo Molliet)

### La chronique du linguiste

## Un grand frère exemplaire

Coorganisateur des 2<sup>es</sup> Assises européennes du plurilinguisme qui se sont tenues à Berlin en juin dernier, le Verein Deutsche Sprache ([www.vds-ev.de](http://www.vds-ev.de)) est la plus grande association culturelle européenne dont le but est de prévenir la pire des pandémies actuelles, à savoir «l'américanisation pentagonale».

Fondée en 1997 par une poignée de citoyens exaspérés, cette «Bürgerinitiative» compte désormais environ 35 000 membres, parmi lesquels les Suisses retiendront le nom d'Ottmar Hitzfeld. Réparti géographiquement en une dizaine de grandes régions, le VDS dispose également d'une trentaine de sections (Arbeitsgruppen) représentant les intérêts les plus variés, comme les partis politiques, les statisticiens, économistes, mathématiciens, théologiens, rhétoriciens et écoliers de tout bord; mais aussi l'administration, le journalisme, la médecine, l'Office des brevets, les institutions européennes, le monde universitaire. Toutefois, les luttes les plus sévères sont menées par la section des informaticiens et mercantiens, lesquels combattent évidemment en première ligne.

Quand on pense qu'il y a douze ans, nous n'avions que sept résistants bravant les sarcasmes de linguistes germanistes méprisants et condescendants, pour qui ce mouvement inattendu était un crime de lèse-majesté. Depuis, ce modeste «Verein» s'est donc considérablement diversifié puisqu'il regroupe maintenant presque toutes les couches

de la population et tranches d'âge, si bien que les succès se multiplient. Une belle illustration en est la «VDS-Fotoaktion» de 2005 «Der Klügere spricht Deutsch», laquelle rassemble 120 photographies d'enseignes de magasins, entièrement en allemand, faisant preuve d'inventivité et de créativité; car un des soucis de cette association est que le simple citoyen n'ait plus besoin d'un dictionnaire lorsqu'il fait ses achats. Un autre témoignage intitulé *Lichtblicke – Ein Kalender sprachlicher Erfolge, 1997 bis 2008 (Ich spreche gern deutsch)* est un fascicule faisant état, mois par mois, des succès remportés, directement ou indirectement, par le VDS, un calendrier régulièrement complété et actualisé.

### Des exemples

Comme beaux succès, je retiendrai: La police du Bundesland le plus peuplé de la république (Nordrhein-Westfalen) remplace «Email» par «E-Post» (juillet 2007).

– Le grand journal *Westdeutsche Allgemeine* se passe d'anglicismes une semaine durant.

– Différents quotidiens, comme la *Stuttgarter Zeitung*, la *Badische Zeitung* n'en utilisent aucun à l'occasion de la Journée de la langue allemande.

– Cette Journée de la langue allemande (chaque 2<sup>e</sup> samedi de septembre depuis 2001) est thématisée dans les écoles du Bade-Wurtemberg et de Bavière selon le vœu des ministres respectifs.

– Ce même jour, le Hessische Rundfunk ne diffuse que des titres allemands de 5 h à 24 h, ce qui lui fit éditer un double CD rassemblant les plus belles chansons du pays.

– Le service public berlinois évite, depuis 2003, tout anglicisme superflu.

– Le disgracieux «Newsletter» est entrain de disparaître des écoles et administrations.

– La ville de Braunschweig n'a plus de «Call-Center» mais un «Bürgertelefon», ce qui rappelle que le premier grand succès de l'association avait été de faire retraduire les «CityCall, GermanCall...» de Telekom en 1998.

– De plus en plus de villes débarrassent leurs sites d'inepties du genre «Handy, Backshop, Sale, City, Flyer, Shuttlebus, Hotline...»

– Wikipedia conseille d'éviter les anglicismes et de rechercher les correspondants allemands.

– La célèbre Faculté de technique de l'information de Mannheim ne donne ses cours plus qu'en allemand, tout en proposant des cours de langue aux étudiants étrangers (août 2007)

– Des villes entières ainsi que l'Association des chanteurs de rock et de pop adhèrent au VDS.

– Quant à la publicité, publique mais aussi privée, elle a entamé depuis plusieurs années une certaine reconversion, relevée d'ailleurs dès septembre 2006 par le «Trendbüro Hamburg» qui constatait un net recul des anglicismes pour les six premiers mois de l'année, évolution prenant de l'ampleur même

dans des domaines particulièrement fragilisés comme l'informatique («E-Müll» pour «Spam»).

Je terminerai par un échantillon d'erreurs/horreaux entre-temps corrigées:

– For a better world for you > einfach näher (T – Mobile)

– Travel your way > Und die Reise beginnt (Opodo)

– Leading to results > Leistung aus Leidenschaft (Deutsche Bank)

– Driven by instinct > Vorsprung durch Technik (Audi)

– Be inspired > Die Zukunft zieht ein (Siemens)

– Fashion for Living > Preise gut, alles gut! (C&A).

Il est aussi rassurant de constater que, depuis mai 2009, le Ministère de la santé bavarois ne s'adresse plus en anglais aux personnes ayant des problèmes d'alcool – «be hard, drink soft» – mais en allemand: «Starker Wille statt Promille!» Bien entendu, tout cela ne s'est pas fait du jour au lendemain; il aura fallu passer de sept militants dédicés à des milliers de membres très actifs à tous les niveaux de la société. Mais si l'on pense que le déclic ne s'est effectué vraiment qu'à partir de 2004, année de la création de l'association Défense du français, à Lausanne, c'est-à-dire sept ans plus tard, nous pouvons nous-mêmes espérer que d'ici deux à trois ans l'opinion publique francophone aura enfin compris l'enjeu de ces combats culturels.

Erich Weider

# Une équipe au service de la langue

Il paraît que l'histoire commence au détour d'un escalier. Deux fonctionnaires romands du «Bernerhof» (le Département fédéral des finances) échangent des réflexions désenchantées sur le langage dans lequel sont rédigées les traductions des textes officiels: ce qu'on appelle tristement le français fédéral. Comment réagir? Eviter les germanismes? Trouver les mots justes?

«Moi, je me suis fait un fichier», dit l'un. «Moi aussi», dit l'autre. Etincelle! Ils vont mettre leurs trésors en commun puis s'associer d'autres collègues. Le Fichier français vient de naître... Il a été célébré, le 12 septembre 2009, à Berne, en présence de nombreux invités, son cinquantenaire.

L'entreprise, qui fit ses débuts sous forme de cartes dactylographiées et, pour quelques abonnés, mises sous enveloppes, «avec les enfants pour coller les timbres», répond maintenant sur Internet à qui veut bien taper [www.fichier-francais.ch](http://www.fichier-francais.ch). Elle vise le même but: non pas offrir un dictionnaire bilingue (il en existe à foison), ni un glossaire technique, mais résoudre les difficultés de traduction qu'un praticien a dans sa vie professionnelle, surtout dans le contexte particulier de la Suisse, avec ses tournures, ses habitudes, ses mots propres (ou impropres...).

## L'invasion des anglicismes

L'allemand reste tout de même le champ de manœuvre principal de l'équipe, mais les festivités du cinquantenaire ont montré qu'évidemment,

l'invasion des anglicismes occupe une place toujours plus large dans ses préoccupations. Comme le soulignait une oratrice, Mme Anne-Marie Gendron, qui dirige la section de terminologie à la Chancellerie fédérale, le recours à l'anglais, parfois, est plus pervers encore qu'il n'y paraît: un mot flou, polysémique, permet à l'auteur d'un texte comme à son traducteur d'éviter une erreur flagrante et de se mettre à l'abri. Un autre orateur, M. Alfred Gilder, terminologue attaché à plusieurs ministères français, après avoir cité cette perle scolaire: *la chapelle Sixteen*, (eh oui!), a décrit avec beaucoup de drôlerie le rôle de certains mots anglais qui n'enrichissent pas mais, bien au contraire, appauvrissent notre langue en faisant disparaître leurs équivalents français. Et puis il y a les euphémismes hypocrites: *squatter* pour intrus, *dealer* pour trafiquant, *ma tasse de thé* pour... mon verre de vin, tant d'autres... Et puis encore les fautes grossières. Le *footing*, par exemple, désigne outre-Manche très exactement le contraire de ce que nous lui faisons dire: une position arrêtée debout.

Quant à la professeure française du nom de Michèle Lenoble-Pinson, membre de la Commission générale de terminologie et de néologie, elle a décrit le processus, parfois lourd, mais d'une incontestable utilité, par lequel un nouveau mot est agréé chez nos voisins: adoption par une commission ministérielle, puis par la commission générale, puis par l'Académie française, dont le feu vert permet la publication de ce terme au *Journal officiel*, et rend

son usage, dès lors, obligatoire dans toutes les administrations publiques. Obligatoire... sous réserve de Sa Majesté l'Usage qui, à la longue, aura toujours le dernier mot; mais enfin, les néologismes utiles ont, après avoir suivi ce long chemin, une meilleure espérance de vie.

Et parce que cette méthode autoritaire est inconcevable dans une Confédération quadrilingue, la Suisse devrait au moins se féliciter d'avoir, sous la présidence de M. Patrick Bergen, une équipe enthousiaste et persévérante au service des mots: le Fichier français.

J.-M. V.

## Brèves

### Nomination

A Genève, Margareta Stroot a été appelée à la présidence du Club suisse de la presse. Nos félicitations. Cet organisme, toujours très actif dans le domaine journalistique, est dirigé par Guy Mettan.

### Couleur 3 à Beyrouth

Lors des Jeux de la Francophonie, fin septembre, à Beyrouth, les radios francophones publiques ont animé une émission quotidienne commune aux 4 programmes destinés aux jeunes. C'est Couleur 3 qui représentait la Suisse.

### Décolonisation

Des Africains racontent leur décolonisation. «Micro 4» nous apprend qu'Anik Schuin, d'Espace 2, a réalisé des reportages en Guinée et Guinée-Bissau dans le cadre d'une série documentaire des Radios francophones publiques. Il est possible de réécouter ces émissions sur le site de la RSR.

### Rendez-vous souhaité

L'ASJLF s'est adressée au président du groupe des ambassadeurs francophones, à Genève, pour proposer une rencontre consacrée au français mis sur la touche dans les organisations internationales. De plus en plus, la politique du tout à l'anglais relègue la notion du plurilinguisme figurant dans les statuts de l'ONU. Le principe d'un échange de point de vue est accepté. Reste à fixer une date d'ici à la fin de l'année.

### Prix SUVA des médias 2009

Le jury de la 16e édition du Prix SUVA des médias a décerné le 1er prix à Mario Fossati. Il récompense son reportage diffusé dans l'émission 36,9° de la TSR ayant pour titre *Méto, boulot, mal de dos*. Un accessit a été décerné à Sophie Gertsch pour son reportage diffusé dans l'émission *Placebo* de Canal Alpha et qui traitait de l'incontinence féminine.

### Prix du Jeune Ecrivain de langue française

Ce prix est ouvert à de jeunes francophones de 15 à 26 ans révolus. Il est demandé aux participants une œuvre inédite en prose de 5 à 20 pages (nouvelle, conte, récit). Date limite de retour des manuscrits: 19 janvier 2010 (informations sur le site [pjef.net](http://pjef.net)).

### Georges Gros honoré

Georges Gros, secrétaire général de l'Union internationale de la presse francophone (UPF) et rédacteur en chef de la *Gazette*, a été promu officier de l'Ordre de la légion d'honneur par décret du président de la République. Il avait été fait chevalier le 20 juin 1991. Le ministre français de l'Intérieur, M. Brice Hortefeux, lui a remis les insignes le 16 septembre dernier à l'intérieur des salons de l'Hôtel de Beauvau, à Paris.

### L'UPF change sa base de données

Le secrétariat général de l'Union internationale de la presse francophone informe tous les membres de l'Union, les abonnés de *La Gazette de la presse francophone*, ou bien plus généralement toutes les personnes en correspondance avec l'UPF, que le changement de sa base de données, opéré au mois d'août, peut avoir entraîné des erreurs ou des pertes d'informations. L'UPF invite les abonnés qui ne recevraient pas la prochaine *Gazette* (n° 141), diffusée à partir du 5 septembre, à contacter le secrétariat et à signaler toute anomalie les concernant (nom, adresse, etc.) dans le routage de leur journal.

Secrétariat de l'UPF: [union@presse-francophone.org](mailto:union@presse-francophone.org)  
3, cité Bergère, 75009 Paris, tél. 0033.1.47.70.02.80

### UPF: assises au Cameroun

Les 41<sup>es</sup> Assises de la presse francophone, organisées par l'UPF au Cameroun, se dérouleront du 17 au 22 novembre, à Yaoundé, sur le thème «Ethique et déontologie à l'heure d'Internet. Libertés et responsabilités des journalistes.»

Plus de deux cents journalistes du monde entier sont attendus à Yaoundé par la section camerounaise de l'UPF présidée par Alain-Blaise Batongué. Prix au départ de Paris (transport aérien, hébergement, repas, inscription): 1000 euros. Correspondance assurée de Genève

Renseignements et inscription: 079.217.15.66

P.P.  
1000 LAUSANNE 12

## Alouette

### Parution trimestrielle.

**Editeur:** Association suisse des journalistes de langue française, 20, av. du Temple, CH-1012 Lausanne.  
Téléphone 021 653 12 20.  
CCP 10-3056-2 Lausanne.

**Coordination:** Jean-Pierre Molliet.

**Abonnements:** compris dans la cotisation des membres de l'association: Fr. 50.— par an.

**Impression:** IRL s.a.

**Publicité:** page entière: 1500 fr.;

1/2 page: 800 fr. (1 parution); page entière: 1300 fr.;

1/2 page: 700 fr. (plusieurs parutions).

La publication de ce bulletin est gracieusement offerte par Edipresse

La section suisse de l'Union internationale de la presse francophone (UPF) réunit 400 journalistes professionnels

## ADHÉREZ

La langue française  
est notre instrument de travail

ASSOCIATION SUISSE DES JOURNALISTES  
DE LANGUE FRANCAISE  
20, AVENUE DU TEMPLE — 1012 LAUSANNE